

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 23/11/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOCIETE DES CARRIERES DE L'EST**

BP 71  
LA TROUCHE  
88110 RAON L ETAPE

Références : S-22-1136RP

Code AIOT : 0006202416

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/09/2022 dans l'établissement SOCIETE DES CARRIERES DE L'EST implanté Chavré (exploitation de Raon l'Etape) BP 71, 88110 RAON L'ETAPE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE DES CARRIERES DE L'EST
- Chavré (exploitation de Raon l'Etape) BP 71, 88110 RAON L'ETAPE
- Code AIOT : 0006202416
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Les carrières de l'est (groupe COLAS) sont dédiées à l'extraction de matériaux basaltiques destinés notamment à des usages ferroviaires (ballast) et routiers (gravillons, couche de roulement).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- surveillance des impacts environnementaux : eaux de surface ;
- surveillance des impacts environnementaux : retombées de poussière ;
- surveillance des impacts environnementaux : bruit dans les zones à émergence réglementée ;
- plans d'exploitation ;
- gestion des explosifs.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Conformité des émergences sonores	Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 3	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet
2	Rejets d'eau dans le milieu	Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 10.3	/	Sans objet
3	Surveillance des émissions de poussières dans l'environnement	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	/	Sans objet
4	Surveillance des émissions sonores	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 52	/	Sans objet
6	Plans d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 7.1	/	Sans objet
7	Gestion des explosifs	Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 16.7	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les mesures de bruit réalisées révèlent des émergences localement non conformes à la réglementation. L'inspection propose de mettre l'exploitant en demeure de proposer des mesures de réduction de ses émergences sonores.

### **2-4) Fiches de constats**

## N° 1 : Autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration Gidaf
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>« Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</i>  <i>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet. »</i>
<b>Constats :</b> Les dispositions de son arrêté d'autorisation ne lui imposant qu'une déclaration annuelle des résultats des analyses faites sur les eaux transitant sur son site, la pertinence d'une télédéclaration n'est pas avérée. Il est proposé à l'exploitant de transmettre l'ensemble des résultats de ses analyses environnementales à l'inspection, pour chaque année, au format numérique, durant le mois de janvier de l'année suivante.
<b>Observations :</b> L'arrêté d'autorisation n° 1187/2009 modifié du 16 juin 2009 ne stipule pas que la déclaration de ces analyses doit être faite sur Gidaf.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Rejets d'eau dans le milieu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 10.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets d'eau dans le milieu naturel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel (eaux pluviales, eaux de nettoyage) et pour lesquelles l'inspection pourra faire effectuer des mesures, devront respecter les prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• pH compris entre 5,5 et 8,5 ;</li><li>• température inférieure à 30 °C ;</li><li>• concentration des matières en suspension totales inférieure à 35 mg/l (NF T 90 105) ;</li><li>• concentration de la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté inférieure à 125 mg/l (NFT 90 101) ;</li><li>• concentration des hydrocarbures inférieure à 10 mg/l (NF T 90 114).</li></ul> <p>Des analyses annuelles seront effectuées en amont et en aval du site de la carrière dans le ruisseau du Manelois qui traverse le site, aux fins de vérification des paramètres ci-dessus énoncés. Les résultats de ces analyses seront transmis à l'inspecteur des installations classées qui pourra, le cas échéant, faire effectuer des mesures selon une fréquence plus élevée.</p> <p>Une mesure annuelle sera également effectuée dans le fossé des « Fosses », exutoire des rejets (pluviaux et exhaures) de la zone en extension. »</p>
<p><b>Constats :</b> Les valeurs des paramètres mesurés sont conformes, cependant <b>la température n'a pas été relevée comme elle aurait dû l'être lors de la dernière campagne d'analyse.</b></p> <p>Par ailleurs, le rapport d'analyse comporte des erreurs (listées ci-dessous), erreurs mineures mais qu'il conviendra de corriger lors des prochaines analyses.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• le nom d'un point de prélèvement est erroné. Le point nommé " sortie Trouche " est en fait " la Fosse " à laquelle se réfère l'arrêté susvisé ;</li><li>• le rapport indique que la matrice d'analyse est " eau souterraine " alors que ce sont des eaux de surface qui sont analysées.</li></ul> <p>L'inspection considère que les légers écarts constatés ne nécessitent pas la proposition de suites administratives. Toutefois il est demandé à l'exploitant de corriger ces écarts lors des prochaines campagnes d'analyse.</p>
<p><b>Observations :</b> Après discussion avec l'exploitant et vérifications faites sur données SIG, il s'avère que l'article de l'arrêté objet des présents constats comporte des coquilles. Le nom du ruisseau est " Malnois " et non " Manelois ", et le fossé s'appelle " la Fosse " et non " Les Fosses ".</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Surveillance des émissions de poussières dans l'environnement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Émissions de poussières dans l'environnement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>« Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.</i> <i>Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m<sup>2</sup>/jour.</i> <i>L'objectif à atteindre est de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.</i> <i>En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives. »</i>
<b>Constats :</b> Les dernières analyses réalisées aboutissent à des valeurs conformes des moyennes annuelles glissantes.  Les analyses menées lors du premier semestre 2022 révèlent un empoussièrement de la zone 1 nettement supérieur aux autres zones. Cet empoussièrement pourrait être associé à des déplacements de stocks de matériaux nécessaires à la mise en place d'une nouvelle installation de traitement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Surveillance des émissions sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 52
<b>Thème(s) :</b> Autre, Émergences de bruit
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>« L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe I du présent arrêté, ou, le cas échéant, selon les normes réglementaires en vigueur. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation [...] ».</i>
<b>Constats :</b> En 2019, la pertinence de la méthodologie employée pour évaluer les émergences sonores du site avait été remise en cause par l'inspection des installations classées, et il avait été demandé à l'exploitant de mettre en place une nouvelle méthodologie (réf : S-19-601R-HT).  Dès lors, la méthodologie a été mise à jour par l'exploitant et n'appelle plus de remarque de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Conformité des émergences sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 3									
<b>Thème(s) :</b> Autre, Émergences de bruit									
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet									
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.</p> <p>Ses émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée :</p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse; margin: 10px 0;"> <thead> <tr style="background-color: #d3d3d3;"> <th style="padding: 5px; text-align: center;">Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement</th> <th style="padding: 5px; text-align: center;">Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés</th> <th style="padding: 5px; text-align: center;">Émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td style="padding: 5px;">Sup à 35 dB(A) et inf ou égal à 45 dB(A)</td> <td style="padding: 5px; text-align: center;">6 dB(A)</td> <td style="padding: 5px; text-align: center;">4 dB(A)</td> </tr> <tr> <td style="padding: 5px;">Supérieur à 45 dB(A)</td> <td style="padding: 5px; text-align: center;">5 dB(A)</td> <td style="padding: 5px; text-align: center;">3 dB(A)</td> </tr> </tbody> </table> <p>[...] »</p>	Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement	Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés	Sup à 35 dB(A) et inf ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)	Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement	Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés							
Sup à 35 dB(A) et inf ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)							
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)							
<p><b>Constats :</b> Les résultats de la campagne d'analyse de juin 2022 ont mis en évidence des niveaux d'émergence non conformes. Écarts maximaux constatés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Mesure diurne : + 9 dB(A) au point E4 ;</li> <li>Mesure nocturne : + 14,5 dB(A) au point E5.</li> </ul> <p>Des mesures visant à réduire ces émergences devront être mises en place. Le descriptif des mesures envisagées devra être communiqué à l'inspection.</p>									
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites									
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription									
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois									

## N° 6 : Plans d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 7.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Registres et plans
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>« Un plan d'échelle adaptée à la superficie de la carrière sera établi. Sur ce plan seront reportés :</i> <ul style="list-style-type: none"><li><i>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</i></li><li><i>• la position des fronts de taille ;</i></li><li><i>• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;</i></li><li><i>• les zones remises en état.</i></li></ul> <i>Ce plan est mis à jour une fois par an. »</i>
<b>Constats :</b> Le dernier plan d'exploitation date de moins d'un an et est conforme.
<b>Observations :</b> Le relevé topographique est effectué au moyen d'un drone qui prend des vues aériennes du sites, vues qui sont ensuite exploitées dans un procédé photogrammétrique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 7 : Gestion des explosifs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 16.7
<b>Thème(s) :</b> Autre, Registre entrée/sortie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>« La tenue du registre d'entrées et de sorties de produits explosifs, associée à l'archivage de documents de fabrication, d'importation ou de transport, doit permettre de déterminer pour chaque produit explosif :</i> <ul style="list-style-type: none"><li><i>• les indications définies par les dispositions de l'arrêté du 03 mars 1982 susvisé relatif au marquage et à l'identification des produits explosifs ;</i></li><li><i>• les mouvements et l'identité des responsables successifs de sa détention.</i></li></ul> <i>Le registre d'entrées et de sorties doit comporter au minimum les informations suivantes :</i> <ul style="list-style-type: none"><li><i>• la date du mouvement de produits explosifs, y compris la date des mouvements de réintégration de produits explosifs, quelle que soit l'autorisation qui a permis leur acquisition ;</i></li><li><i>• la désignation et la quantité de produits explosifs qui font l'objet du mouvement ;</i></li><li><i>• l'origine, à l'entrée, ou la destination, à la sortie, de ces produits explosifs ;</i></li><li><i>• les références du titre d'accompagnement des produits explosifs prescrit par l'arrêté du 03 mars 1982 susvisé relatif au contrôle de la circulation des produits explosifs ainsi que le nom et la qualité de la personne physique qui les remet au dépôt ou à qui ces produits sont remis lorsqu'ils sont extraits du dépôt ;</i></li><li><i>• l'évolution des stocks en fonction des mouvements enregistrés.</i></li></ul> <i>Un inventaire des stocks de produits explosifs doit être réalisé au moins tous les deux mois. »</i>
<b>Constats :</b> La tenue du registre des entrées et sorties d'explosifs est conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet